

Partager les bénéfices des grands barrages



Objectif du projet

Améliorer la dissémination de l'information sur les conséquences sociales des grands barrages sur le développement local et renforcer les capacités et les connaissances requises pour que les pouvoirs publics et autres autorités puissent appuyer une prise de décision inclusive, participative et responsable.

Voilà bientôt 50 ans que le barrage emblématique d'Akosombo a été construit au Ghana (1965), submergeant les terres et les foyers de 80 000 personnes pour créer le plus grand lac artificiel au monde et sécuriser les approvisionnements en électricité du Ghana. Depuis lors, les pays d'Afrique de l'Ouest ont construit plus de 150 grands barrages. Comme Akosombo, beaucoup ont stimulé le développement national tout en entraînant dans leur sillage des défis sociaux et environnementaux considérables. Certaines doléances locales ont même été transmises d'une génération à l'autre, faisant ployer les bureaux et tribunaux administratifs sous le poids des plaintes concernant la façon dont les barrages désormais vieillissants avaient été construits.

Dans l'ensemble, après 1990, la construction des grands barrages n'était plus une priorité aux yeux des principaux bailleurs de fonds, tandis que les préoccupations mondiales allaient croissant à propos des impacts locaux. Toutefois, la dernière décennie a vu la Banque mondiale et d'autres grandes banques multilatérales renouveler leur soutien aux grands barrages pour faire face à une demande croissante en énergie et en denrées alimentaires. Mais ces projets peuvent-ils éviter de répéter les expériences passées ? Dans le cadre de la Global Water Initiative (GWI), l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ont décidé d'apporter leur appui aux communautés et aux pouvoirs publics pour qu'ils tirent les leçons des expériences passées et améliorent ainsi la planification des barrages, le partage des bénéfices et les pratiques de réinstallation en Afrique de l'Ouest.

Les nouveaux barrages sont confrontés à un climat économique et politique très différent de ce qu'il était avant 1990. Ainsi, le barrage de Sélingué construit en 1983 au Mali a vu le jour sous une dictature militaire, alors que le tout dernier projet de barrage malien, à Taoussa, évolue

dans un contexte de décentralisation et de démocratisation. Les politiques des bailleurs de fonds ont aussi évolué pour accorder beaucoup plus d'attention et de financements à la protection de l'environnement et des populations.

Pourtant, une planification défectueuse peut encore engendrer des tragédies et des mégaprojets comme les barrages, financés par des bailleurs de fonds, ne disposent pas de la souplesse financière nécessaire pour réagir aux conséquences sociales inattendues. Les leçons tirées des projets passés pourraient radicalement améliorer les impacts des barrages qui sont aujourd'hui en gestation et dont la construction pourrait commencer dans cinq ans pour des édifices devant durer un siècle. Si les pouvoirs publics semblent parfois résister à tenir compte des enseignements des processus mis en œuvre 20 ans plus tôt, beaucoup d'autres sont plus réceptifs à l'exploration de meilleures pratiques pour aller de l'avant.

Repenser les objectifs

La GWI et des chercheurs locaux ont passé en revue la documentation associée aux barrages ouest-africains et ont rencontré les populations qui ont vécu le recasement. En mettant l'accent sur six grands barrages au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, nous leur avons demandé d'évoquer les effets de la réinstallation, les bénéfices perçus du barrage et ceux qui en ont tiré parti. Ces bénéfices pourraient-ils être partagés de façon plus équitable et plus efficace pour permettre un développement pour tous et donner aux populations affectées une raison de s'intéresser au projet et de l'accepter tout au long de sa durée de vie ?

Des ateliers nationaux, réunissant des parties prenantes locales et des agents des pouvoirs publics, se sont penchés sur ces témoignages et ont tiré des leçons pour influencer les politiques nationales. Un message que l'on retrouve constamment est que les pouvoirs publics et les bailleurs

Résumé du projet

Plus de 60 grands barrages sont en cours de construction ou prévus à travers l'Afrique, dont 39 en Afrique de l'Ouest. Dans ce projet de la Global Water Initiative (GWI), l'IIED et l'UICN invitent les acteurs nationaux et locaux à tirer des enseignements de l'expérience acquise sur ces grands ouvrages en Afrique de l'Ouest, et notamment de l'analyse détaillée de six barrages. Ces études montrent comment les planificateurs pourraient mieux gérer la réinstallation et éviter des différends coûteux en partageant les bénéfices tirés des barrages avec les populations touchées. Nous discutons de ces leçons avec les communautés locales et les pouvoirs publics impliqués dans la construction des barrages, ainsi qu'avec des organismes régionaux, et nous aidons à concevoir de nouveaux mécanismes de partage des bénéfices.

Le programme GWI, financé par la Fondation Howard G. Buffett, cherche à relever le défi que représente la fourniture durable d'un accès à l'eau salubre et à l'assainissement, ainsi que la protection et la gestion des services des écosystèmes et des bassins hydrographiques, au profit des populations les plus pauvres et les plus vulnérables qui dépendent de ces services.

Le collectif régional de la GWI en Afrique de l'Ouest est composé des partenaires suivants :

- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
- Catholic Relief Services (CRS)
- CARE International
- SOS Sahel (UK)
- Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED).

Le programme GWI en Afrique de l'Ouest couvre cinq pays : le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Niger et le Sénégal. Certaines activités se déroulent également autour du projet de barrage de Fomi en Guinée.

Pour plus d'information, voir www.iucn.org/gwidams et www.globalwaterinitiative.com





Le réservoir de Komienga au Burkina Faso, une importante ressource halieutique et pastorale

de fonds devraient placer les objectifs de développement local d'un barrage sur un pied d'égalité avec les objectifs nationaux. Les grands barrages sont en effet construits afin de réaliser des objectifs nationaux, tels que l'apport d'électricité ou l'irrigation, et les populations qui vivent près des sites de barrage ont souvent été assimilées à des obstacles qu'il suffisait d'écarter et de dédommager pour les pertes encourues. Les conflits en termes de compensation et de terres de réinstallation ont entraîné en longueur et ils sont parfois devenus violents. Ainsi, à ce jour, des revendications à propos du barrage d'Akosombo sont toujours déposées devant les tribunaux fonciers, alors qu'à Bagré, au Burkina Faso, les chefs locaux tentent de protéger ce qu'ils considèrent comme leurs terres coutumières, chassant les immigrants attirés par de nouveaux emplois et des marchés à proximité du barrage.

Au lieu d'essayer le coût des conflits – aussi bien en termes financiers qu'en opportunités de développement perdues – les pouvoirs publics pourraient canaliser une portion des ressources créées par les barrages vers les communautés déplacées, en veillant à ce que les populations locales tirent réellement profit des projets. Ainsi, sur la base du ressenti qui se dégage des études de cas, la GWI appuie désormais les autorités du Niger à concevoir un Fonds de Développement Local recevant deux à trois pourcent des recettes hydroélectriques du barrage de Kandadji. Sur les cent années de vie d'un barrage, ce fonds peut répondre à l'évolution des besoins des populations locales – par exemple une scolarisation accrue, des investissements dans

le secteur agricole ou de meilleures ressources en eau – et fournir un soutien flexible qui réduise la dépendance envers les pouvoirs publics afin de résoudre les conflits liés à la réinstallation. Outre les recettes financières hydroélectriques, les bénéfices partagés peuvent inclure l'accès sécurisé à des terres irriguées, une part des services d'électricité ou une pêche structurée.

Signer des accords écrits

Les recherches montrent qu'une autre étape cruciale consiste à codifier les droits légaux aux terres, aux logements et autres ressources que les barrages redistribuent. Dans bien des cas, comme à Sélingué, l'immigration est venue exacerber les pressions sur les ressources, et le passage d'un mode d'occupation coutumier à un système juridique moderne a été compliqué. Des décennies après la construction du

barrage, des chefs traditionnels qui avaient attribué des terres à des immigrants ou qui avaient vu les pouvoirs publics en faire autant peuvent finir par croire que leurs propres groupes communautaires ont finalement été les oubliés du processus de réinstallation.

Dans les cultures orales, les promesses parfois arbitraires des porte-parole du gouvernement peuvent aussi engendrer des tensions. Le chef d'un village réinstallé à Sélingué se rappelle : « On nous avait promis qu'il y aurait tellement de riz, que nous en aurions assez pour nous nourrir et pour en vendre afin d'acheter du mil si jamais nous en avions besoin. » En réalité, les parcelles de riz irriguées se sont révélées difficiles à cultiver et plus onéreuses que la culture pluviale du mil. Pour veiller à ce que les prévisions en termes de droits fonciers, de compensation et de partage de bénéfices soient claires et contraignantes, les gouvernements doivent matérialiser les engagements par des accords écrits.

L'initiative GWI travaille avec les autorités de développement des barrages, la société civile et les communautés locales pour intégrer ces enseignements dans des projets de barrages annoncés en Guinée, au Mali et au Niger. Cela enrichit aussi la réflexion des agences internationales de gestion des bassins fluviaux et des 15 pays de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur les bonnes pratiques concernant les grandes infrastructures hydrauliques en Afrique de l'Ouest. Et alors que la nouvelle dynamique de construction de barrages en Afrique continue de monter en puissance, la GWI devrait avoir plus d'occasions pour encourager les futurs projets à tirer des leçons du passé.

Principaux acquis et innovations

- Un meilleur partage des bénéfices tirés des barrages est dans l'intérêt de chacun : pouvoirs publics, communautés locales, secteur privé et bailleurs de fonds. Il n'est ni coûteux ni compliqué de soutenir le développement local parallèlement aux objectifs nationaux d'un barrage et cela évite des conflits prolongés qui ponctionnent les ressources publiques à long terme.
- Le passage d'un régime traditionnel d'exploitation des ressources à une gestion des terres en vertu de la législation moderne est la principale source de tension, conjuguée au défi que présente la gestion des migrations associées aux opportunités offertes par les réservoirs.
- Les droits des populations locales touchées par les barrages doivent être codifiés et protégés par des accords écrits pour éviter des accusations de promesses non tenues, des conflits au sein des communautés hôtes, réinstallées et immigrantes, et des litiges sur la compensation perçue.



Institut International pour
l'Environnement et le Développement

www.iied.org

Contact : Mr. Jamie Skinner, jamie.skinner@iied.org



Union internationale pour
la conservation de la nature

www.iucn.org/fr

Contact : Mr. Jérôme Koundouno, Jerome.Koundouno@iucn.org